

VEILLE SECTORIELLE Benelux

Une publication du SER de La Haye et du SE de Bruxelles
Mai-juin 2026

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE À RETENIR

+ 1,5 °C à 2,3 °C

Hausse moyenne de la température observée dans les pays du Benelux depuis la fin du XIX^e siècle.

Sources : [BE](#) [NE](#) [LUX](#)

Région du Benelux

- Adaptation au changement climatique

Belgique

- ENGIE et NHOA Energy lancent un projet de stockage électrique de 320 MWh à Drogenbos
- Modernisation de la flotte navale belge
- Autorisation du système autonome Tesla en Belgique
- Soutien wallon pour le Télescope Einstein

Luxembourg

- Signature d'un accord stratégique pour l'industrie entre le Luxembourg et groupe Schütz
- 15 startups diplômées du programme Fit 4 Start
- Cap sur une mobilité durable et innovante au Luxembourg
- Lancement du Fonds national de défense doté de 150 M€

- Lancement du « billet Néerlandais » pour l'été
- Progression record des investissements énergétiques
- Les progrès du programme nucléaire néerlandais
- Le gouvernement néerlandais injecte 360 M€ dans la Deep Tech
- Le gouvernement adopte un plan d'envergure visant à réduire les émissions d'azote
- Amsterdam et Eindhoven s'associent pour créer un corridor technologique européen, le Tech Corridor
- Hello Tomorrow 2026 à Amsterdam : la Deep tech et la résilience collaborative au cœur des échanges

Région du Benelux

Adaptation au changement climatique

Pays-Bas

En mai 2026, le ministre des Infrastructures et de la Gestion de l'eau Vincent Karremans a [présenté](#) le projet de la Stratégie nationale d'adaptation au climat (NAS '26), pour fixer des orientations sectorielles jusqu'en 2100 pour faire face à l'augmentation des pressions hydrauliques et météorologiques. Cette stratégie viendra compléter l'« Approche Chaleur 2025 » [déployée](#) depuis l'été dernier visant à réduire de moitié la mortalité prématurée liée à la chaleur d'ici 2050. L'approche est structurée autour de quatre axes : zone, bâtiment, santé et gestion des risques. Ce plan intègre désormais l'utilisation du nouvel indice de puissance thermique de l'institut météorologique KNMI et prévoit de doubler le nombre de municipalités disposant d'un plan de chaleur local.

Compte tenu d'une augmentation globale des températures [estimée](#) à près de 2,3 °C depuis le 19^e siècle, le pays doit renforcer sa stratégie d'adaptation. Pour y répondre, l'institut météorologique KNMI a [introduit](#) le 2 juin 2026 un nouvel indice de puissance thermique, développé en collaboration avec l'organisation de recherche scientifique [TNO](#) et [RIVM](#). Cet indice combine la température, l'humidité, le vent et le rayonnement solaire sur une échelle de 0 à 10 pour évaluer l'intensité ressentie de la chaleur. Ce nouvel outil répond à une demande des services d'urgence et des organisateurs d'événements pour mieux anticiper les risques sanitaires lors des pics de chaleur.

La demande de climatiseurs fixes a [quadruplé](#) aux Pays-Bas à la suite du week-end du 21 juin 2026, en raison de la multiplication des épisodes de chaleur intense. Le parc de climatiseurs installés devrait

atteindre, d'ici la fin de l'année 2026, entre 2,4 et 2,5 M unités, dont 80 % dans les foyers. L'augmentation du télétravail et la hausse des prix de l'essence stabilisent cette demande tout au long de l'année, puisque 85 % de ces appareils fixes sont également utilisés pour le chauffage en hiver. Afin de limiter la consommation énergétique ménagère pour le chauffage et la climatisation, la ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Elanor Boekholt-O'Sullivan, a [lancé](#) le 4 juin 2026 une campagne d'isolation dotée d'une enveloppe de 322,5 M€ de subventions pour l'année 2026, visant à rendre durables 2,5 M de maisons d'ici 2030.

En complément de la gestion thermique des bâtiments, le gouvernement [encadre](#) la disponibilité des ressources en eau douce lors des périodes de sécheresse prolongées. Le [Programme Delta](#) bénéficie d'un budget de 400 M€ pour financer des mesures de lutte contre la sécheresse, incluant le stockage de l'eau de surface pour favoriser l'infiltration des eaux de pluie. Par exemple, en élargissant les rivières et les fossés pour que plus d'eau puisse entrer. En cas de pénurie avérée, le Comité national de coordination pour la distribution de l'eau (LCW) [applique](#) un protocole de priorité pour répartir l'eau, tout en procédant à l'irrigation d'urgence des digues et de la nature fragile.

Belgique

La politique d'adaptation au changement climatique [répond](#) à une forte attente citoyenne, d'après la publication en avril 2026 de la 6^e enquête nationale sur le climat. Cette évolution s'[inscrit](#) dans un réchauffement marqué depuis l'ère préindustrielle, les températures moyennes en Belgique ayant augmenté d'environ 2 °C depuis le 19^e siècle. Face à l'urgence climatique, 78 % des Belges estiment que le changement climatique doit être traité d'urgence. De plus, 72 % des répondants se disent préoccupés par ses effets, redoutant en priorité les catastrophes naturelles et les fortes chaleurs estivales. L'étude montre qu'il n'existe aucun soutien public pour une « pause climatique » : plus de 8 Belges sur 10 exigent que la Belgique et l'Union européenne maintiennent ou accélèrent le rythme actuel de la transition. Le ministre fédéral du Climat, Jean-Luc Crucke, souligne que ces résultats confirment la nécessité d'une action politique ambitieuse, alors que 67 % des citoyens sont conscients que les modes de vie devront changer radicalement.

En Wallonie, la législation s'[adapte](#) pour accélérer la rénovation énergétique du bâti. Concernant le chauffage, l'installation de chaudières au mazout ou au charbon est interdite dans les bâtiments neufs depuis le 1^{er} janvier 2026. Pour les bâtiments existants, cette interdiction entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2031, avec des dérogations techniques et la possibilité de remplacer le brûleur d'une chaudière au mazout jusqu'en 2034. De plus, la Région [impose](#) un calendrier progressif des performances énergétiques (PEB) pour

éliminer les logements les plus énergivores d'ici 2035, avec l'objectif que l'ensemble du parc dispose d'un certificat PEB d'ici 2030.

Les trois régions de la Belgique [réforment](#) actuellement leur système de financement de la rénovation énergétique pour passer des aides directes à des prêts avantageux. En Wallonie, un nouveau « régime global » privilégiera dès octobre 2026 les prêts à taux zéro ou variables comme le [Renopack](#). À Bruxelles, les primes [Renolution](#) (équivalent de MaPrimeRénov' en France mais uniquement pour la région de Bruxelles-Capitale) sont actuellement gelées au profit de futurs prêts à taux zéro, tandis que le crédit [ECORENO](#) reste [maintenu](#) à taux préférentiel. Enfin, la Flandre a réformé la prime rénovation (« [Mijn VerbouwPremie](#) ») en mars 2026 pour cibler prioritairement les ménages aux revenus modestes. Elle propose également le prêt rénovation (« [Mijn VerbouwLening](#) ») qui est un prêt avantageux pouvant atteindre 60 000 €.

Parallèlement aux efforts de rénovation résidentielle, le gouvernement flamand [agit](#) directement sur l'environnement local. Le ministre de l'Environnement et de l'Agriculture, Jo Brouns a accordé ce printemps 460 000 € de subventions aux autorités locales pour l'achat de 8,2 ha de terrains. Ces subventions visent à créer des forêts de proximité pour rapprocher la reforestation de la population, rafraîchir les zones habitées lors des vagues de chaleur et stocker le CO₂. Ces initiatives locales soutiennent l'objectif global de la Flandre de créer 10 000 ha de forêts supplémentaires d'ici 2030.

Luxembourg

À l'instar des autres pays du Benelux, le Luxembourg a vu sa température moyenne [progresser](#) d'environ 1,5 à 2 °C depuis le 19^e siècle. Cette évolution pousse les autorités à adapter leurs outils de gestion de crise. Dès l'été 2026, l'institut météorologique MeteoLux [modernise](#) son système d'alerte chaleur pour mieux protéger la population face aux vagues de chaleur. Ce dispositif abandonne la simple mesure des températures minimales et maximales au profit de l'indice climatique thermique universel (UTCI). L'UTCI combine la température de l'air, l'humidité, le vent et le rayonnement solaire pour refléter la température réellement ressentie par le corps humain. Les nouveaux seuils, basés sur les données climatiques de la période 2001 à 2025, intègrent également la durée et la persistance nocturne des épisodes caniculaires. Le système prévoit trois niveaux de vigilance (jaune, orange et rouge) diffusés jusqu'à 48 h à l'avance pour optimiser la préparation des autorités et des citoyens.

Cette adaptation aux réalités climatiques locales s'[accompagne](#) d'une concertation accrue à l'échelle territoriale, comme l'illustre la tenue du Forum régional du Minett le 8 juin 2026 à Dudelange. Organisé par le syndicat intercommunal PRO-SUD et le ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, cet événement a réuni les acteurs du Sud du Luxembourg pour définir les priorités de

développement durable. Les discussions se sont appuyées sur un sondage [Ilres](#) mené auprès de 837 habitants afin d'aligner les projets sur les besoins quotidiens de la population. Les participants ont élaboré des propositions autour de la résilience climatique, de la mobilité durable, du logement et de la biodiversité. Ces contributions alimenteront le programme de travail 2027-2031 de la Minett Unesco Biosphere, un territoire d'expérimentation pour concilier protection de l'environnement et développement urbain.

Les priorités de ce forum [rejoignent](#) directement les engagements de l'État, qui a adopté le 22 avril 2026 sa stratégie nationale d'adaptation aux effets du changement climatique. Ce plan global comprend 152 mesures concrètes réparties dans 17 champs d'action politiques, tels que l'aménagement du territoire, la santé, la gestion des crises et la sylviculture. Le programme intègre les projections du *European State of the Climate Report 2025* et découle d'un processus participatif ayant mobilisé 500 personnes et 160 organisations.

Enfin, les efforts de résilience face aux impacts climatiques immédiats se [traduisent](#) par des appels à la vigilance citoyenne concernant les ressources en eau durant l'été. Le gouvernement luxembourgeois exhorte la population à adopter des gestes écoresponsables pour limiter la baisse rapide des réserves d'eau potable lors des fortes chaleurs. Les recommandations incluent la réduction du temps de douche, l'arrosage des jardins aux heures fraîches et l'arrêt de l'arrosage des pelouses. Les autorités rappellent également l'importance de limiter les prélèvements dans les cours d'eau, car la baisse des débits augmente la température de l'eau, concentre les polluants et met en péril la faune et la flore aquatiques.

Belgique

ENGIE et NHOA Energy lancent un projet de stockage électrique de 320 MWh à Drogenbos

Le 27 mai 2026, ENGIE et NHOA Energy ont [inauguré](#) à Drogenbos, près de Bruxelles, un système de stockage d'électricité par batteries d'une capacité de 320 MWh. Ce projet constitue l'un des plus importants projets de stockage électrique du pays et s'inscrit dans la stratégie belge de sécurisation de l'approvisionnement électrique.

L'installation a été attribuée dans le cadre du mécanisme belge de rémunération de capacité (CRM), un dispositif de marché mis en place par l'État pour garantir qu'il existe suffisamment de moyens de production et de stockage d'électricité disponibles en cas de forte demande. Le projet bénéficie d'un contrat de rémunération de 15 ans, dont le démarrage est prévu en novembre 2027.

Le système repose sur 88 conteneurs de batteries capables de fournir de l'électricité pendant quatre heures en continu, soit l'équivalent de la consommation quotidienne de plus de 38 000 ménages. Ce projet constitue le troisième grand site de stockage développé par ENGIE en Belgique.

Modernisation de la flotte navale belge

Le conseil des ministres a [approuvé](#) le 12 juin 2026, un investissement de 34 M€ pour moderniser 3 navires de patrouilles côtière de la Marine. Sont concernés le P901 Castor, le P902 Pollux et le futur P903 Vega. Cette décision répond aux nouvelles exigences opérationnelles liées au contexte sécuritaire actuel en mer. Le nouveau navire Vega sera traité en premier. Le retour économique pour l'industrie de défense belge est estimé à environ 44 % de la valeur du marché.

Autorisation du système autonome Tesla en Belgique

La Flandre a [autorisé](#) la circulation des voitures Tesla équipées du système de conduite autonome FSD sur l'ensemble des routes belges. Cette décision repose sur des essais menés en collaboration avec les Pays-Bas, où la technologie est déjà homologuée. Selon la ministre flamande de la mobilité, ce système favorise une conduite défensive et améliore la sécurité routière. L'institut de la sécurité routière VIAS rappelle que le conducteur doit toutefois rester en capacité d'intervenir à tout moment.

Soutien wallon pour le Télescope Einstein

Le Parlement wallon a [adopté](#) à l'unanimité une résolution pour faire de l'accueil du futur Télescope Einstein une priorité stratégique régionale. Les autorités visent d'importantes retombées scientifiques, économiques et industrielles pour le territoire. Ce détecteur d'ondes gravitationnelles de troisième génération verra sa localisation définitive décidée en 2027. Pour soutenir la candidature de l'Euregio Meuse-Rhin, la Wallonie [prévoit](#) d'investir 200 M€ à partir de 2028, à condition que ce site transfrontalier soit définitivement choisi face à ses concurrents. Si le projet se concrétise, 80 % de l'infrastructure souterraine sera située en Wallonie, notamment à Plombières, Aubel et Welkenraedt. Des études évaluent actuellement la faisabilité géologique et l'impact des travaux, tandis qu'une Task Force dédiée et plusieurs projets de recherche mobilisent déjà l'écosystème wallon.

Signature d'un accord stratégique pour l'industrie entre le Luxembourg et le groupe Schütz

Le 12 juin 2026, le gouvernement luxembourgeois et le groupe [Schütz](#), leader des emballages industriels, ont [signé](#) un protocole pour l'accord d'Echternach. Le projet vise avant tout à consolider durablement le site industriel d'Echternach et à préserver l'emploi. Cet accord inclut la reprise de l'entreprise [Euro-Composites](#), fabricant de matériaux composites, survenue en septembre 2025. Le ministre de l'Économie, Lex Delles, et les dirigeants des deux groupes ont officialisé ce partenariat. Le Luxembourg souhaite ainsi renforcer la présence du groupe dans la recherche et l'innovation. Les secteurs stratégiques ciblés sont principalement la défense et le domaine spatial. Le gouvernement réaffirme par cet acte son soutien à la compétitivité industrielle nationale.

15 startups diplômées du programme Fit 4 Start

Le 10 juin 2026, 15 startups (sélectionnées parmi 495 candidats) ont été [diplômées](#) à la 16^e édition du programme d'accélération Fit 4 Start au Luxembourg. Les projets lauréats concernent 3 catégories précises : le digital, les technologies de la santé et l'espace. Chaque structure diplômée va bénéficier de six mois d'accompagnement et d'un financement de 50 000 €. Une aide supplémentaire de 100 000 € est possible sous conditions de recrutement et de levée de fonds. Dans ce cadre, le ministre de l'Économie Lex Delles a lancé l'appel à candidature pour la 17^e édition. La nouveauté est l'intégration d'une catégorie dédiée à la défense, visant à stimuler les technologies à double usage civil et militaire. Au total, 24 startups seront sélectionnées à travers 4 domaines, et les lauréats seront dévoilés en octobre prochain lors des Luxembourg Ventures Days.

Cap sur une mobilité durable et innovante au Luxembourg

En juin 2026, la ministre de la Mobilité Yuriko Backes a réaffirmé les ambitions du Luxembourg en matière de transports innovants, durables et actifs. Dans le domaine de la mobilité autonome, le pays se [positionne](#) comme un laboratoire européen en testant des véhicules automatisés du développeur de technologies autonomes [Pony.ai](#), sur la voie publique à Canach. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale « Automatiséiert Fueren 2028 ». De plus, la ministre a signé une déclaration d'intention conjointe qui s'intègre dans une démarche de la Commission européenne visant à harmoniser l'homologation transfrontalière de la conduite automatisée. En parallèle, lors du Conseil des ministres de l'UE le 8

juin 2026, la ministre a [soutenu](#) la décarbonation des transports routiers et ferroviaires par l'électrification et l'hydrogène à long terme, tout en veillant à préserver la compétitivité économique. Enfin, le Luxembourg [accélère](#) sa transition écologique en développant ses infrastructures cyclables : le gouvernement déploie un système de signalisation par points-nœuds qui permettent aux usagers de se repérer facilement et de planifier leurs trajets de manière flexible. De plus, le gouvernement lance le « Vélosummer 2026 » avec 500 km de circuits touristiques, et prévoit la finalisation de 20,50 km de pistes supplémentaires d'ici 2027.

Lancement du Fonds national de défense doté de 150 M€

Gilles Roth, Yuriko Backes et Lex Delles ont [présenté](#) le nouveau Fonds national de défense. Cet instrument financier soutiendra les entreprises innovantes et les start-ups du secteur. Le projet prend la forme d'un contrat fiduciaire géré opérationnellement par la Société Nationale de Crédit et d'Investissement ([SNCI](#)), qui est la banque publique de développement. Ce fonds est doté d'une enveloppe globale de 150 M€, cofinancé par le gouvernement luxembourgeois, le Fonds Souverain Intergénérationnel du Luxembourg ([FSIL](#)) et la SNCI. Les investissements cibleront la cybersécurité, l'espace, l'automatisation et les matériaux avancés.

Pays-Bas

Lancement du « billet Néerlandais » ferroviaire pour l'été 2026

Les Pays-Bas ont [lancé](#), le 15 juin 2026, un nouvel abonnement de train estival inspiré du modèle allemand. Proposé au tarif de 49 € par mois, ce titre permet de voyager de manière illimitée sur l'ensemble des lignes de train nationales et régionales du pays. Les trajets durant les heures de pointe ainsi que l'accès au réseau ferroviaire international ne sont pas inclus dans cette formule. Le dispositif vise à favoriser les déplacements de loisirs à la journée et à inciter les automobilistes à privilégier le transport ferroviaire. Le gouvernement consacre un budget de 118 M€ pour soutenir cette phase d'expérimentation. 175 000 personnes se sont dotées de l'abonnement. Les conclusions de cette initiative seront utilisées pour créer par la suite une version pérenne de ce projet de transport durable.

Les progrès du programme nucléaire néerlandais

Le gouvernement néerlandais a publié le 19 juin la feuille de route pour la réalisation de 7 GW de puissance nucléaire à l'horizon de

2050, ainsi que plusieurs documents sur la réalisation de deux nouvelles centrales nucléaires de grande puissance. En supplément de ces deux nouvelles centrales, la feuille de route vise à prolonger la durée de vie de la centrale nucléaire existante et de faire construire jusqu'à 3,2 GW de puissance supplémentaire par des centrales de grande puissance ou des petits réacteurs modulaires (SMR). Pour l'emplacement des deux nouvelles centrales de grande puissance, le gouvernement a indiqué ne retenir que quelques sites répartis entre Eemshaven en Groningue et Terneuzen en Zélande, supprimant ainsi les sites à Borssele et le port de Rotterdam. De plus, le gouvernement a [annoncé](#) la création de deux pôles de connaissances nucléaires regroupant plusieurs universités des sciences appliquées.

Le gouvernement néerlandais injecte 360 M€ dans la Deep Tech

Le [ministère](#) des Affaires économiques et du climat et Invest-NL, institution nationale de financement et du développement aux Pays-Bas, ajoutent 360 M€ au « Deep Tech Fund ». Ce fonds de capital-risque atteint ainsi une somme totale de 610 M€. Les fonds sont destinés aux secteurs de la micro-électronique, de la photonique, du quantique et des nanotechnologies. Ces technologies demandent du temps et d'importants investissements financiers avant d'être commercialisées.

Le gouvernement adopte un plan d'envergure visant à réduire les émissions d'azote

Le gouvernement néerlandais a [présenté](#) un plan ambitieux visant à réduire drastiquement les émissions d'azote afin de protéger ses réserves naturelles. Cet accord dispose d'un fonds de 20 Md€ pour investir dans les zones naturelles, le rachat des exploitations agricoles et l'aide financière aux agriculteurs afin d'adapter leur mode d'opération ou de se déplacer. De plus, le plan prévoit la création de zones réglementées, d'un rayon compris entre 500 et 1 000 m autour de cent zones protégées où des normes plus strictes seront appliquées. À l'échelle nationale, l'objectif est de réduire les émissions agricoles de 42 à 46 % en 2035 par rapport à 2019 et de 50 % pour l'industrie et la mobilité. Cette initiative vise à relancer l'économie du pays, qui est freinée depuis 2019 par des restrictions d'autorisation environnementale impactant le développement des nouveaux projets économiques et particulièrement la construction de logements et d'infrastructures.

Amsterdam et Eindhoven s'associent pour créer un corridor technologique européen, le Tech Corridor

La région d'[Amsterdam](#) et [Brainport](#) d'Eindhoven souhaitent collaborer pour rivaliser avec les autres pôles européens. Les deux entités veulent associer le développement de l'IA de l'écosystème

amstellodamois à la haute technologie du Brainport d'Eindhoven. Cette synergie vise à booster la productivité du pays, jugée trop faible dans une [étude](#) du professeur de la VU Amsterdam Haroon Sheikh de l'université d'Amsterdam commandée par l'Amsterdam Economic Board. L'objectif est d'attirer un laboratoire de recherche majeur comme Anthropic, Mistral AI ou DeepMind aux Pays-Bas. Le professeur Haroon Sheikh a identifié 9 domaines clés de collaboration, notamment la défense et la micro-électronique de nouvelle génération. Le Tech Corridor espère attirer de nouveaux talents et favoriser la naissance de jeunes entreprises innovantes.

Hello Tomorrow 2026 à Amsterdam : la Deep tech et la résilience collaborative au cœur des échanges

La conférence de Hello Tomorrow 2026 s'est tenue du 10 au 12 juin 2026 à Amsterdam. Cet événement a [mis](#) en avant le concept de « résilience collaborative » à travers l'impact de la Deep tech sur les marchés de l'énergie, de la santé et de la souveraineté technologique. À cette occasion, Christophe Fouquet, PDG d'ASML, a souligné l'importance pour les grands groupes de partager leur savoir-faire opérationnel avec de nouvelles start-ups. De plus, la ministre des Affaires économiques et du climat, Heleen Hebert, a annoncé l'ajout d'un financement supplémentaire de 360 M€ au Deep Tech Fund.

En marge de cette conférence, Business France Pays-Bas et la mission French Tech ont accompagné une délégation de 6 startups françaises de Deep tech : Arlequin AI, Diamfab, Biomemory, Latitude, Spectronite et Vsora. Ces start-ups ont montré un grand intérêt pour développer des liens avec les Pays-Bas. Cette initiative a été organisée en partenariat avec Business France, la Communauté French Tech locale, le Service Économique Régional (SER) et la CCI France Pays-Bas. Les objectifs principaux de cette mission étaient d'accroître la visibilité auprès des décideurs locaux, de créer des opportunités d'affaires durables et pour le SER de présenter les enjeux technologiques et de politiques sectorielles néerlandaises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Services Économiques de La Haye et Bruxelles

pierre.grandjouan@dgtresor.gouv.fr, arnaud.boulanger@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de de La Haye et SE de Bruxelles

Abonnez-vous : [Lien d'inscription](#)